

DELIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil huit, le vingt-neuf septembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Michelle COURNARIE, Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Estelle PATOZ, Michèle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Frédéric DUPUIS, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUERY.

Absents :

Dominique MACE,
Olivier PIQUEUX,
M. Fabrice DAVOIGNEAU (pouvoir à S. MÉTADIER)

Mme.Marie-Claire BOUIN a été élue secrétaire.

Les comptes rendus des deux derniers conseils municipaux sont adoptés à l'unanimité.

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Cette délibération annule et remplace celles des 25 mars et 5 mai 2008.

Mme le Maire rappelle au Conseil municipal que lors de ses séances des 25 mars et 5 mai 2008 le Conseil Municipal avait décidé, suivant l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques du prix des emplacements pour l'occupation du domaine public.

Certaines précisions doivent être apportées en particulier pour les manifestations organisées par la commune et pour les commerces ambulants. Cette délibération récapitule l'ensemble des prix pour l'occupation du domaine public.

Manifestations organisées par :

❖ Une association :	10 € par manifestation
❖ tout autre organisateur, y compris la commune	
- Pour l'année 2008 :	gratuit
- À compter du 1 ^{er} janvier 2009 :	
○ Stand alimentaire :	5 € par jour
○ Exposants de la Commune :	1.50 € le mètre linéaire par jour
○ Exposants hors Commune :	2.50 € le mètre linéaire par jour
○ Manège:	5 € le mètre linéaire par jour
Marché alimentaire Saint-Pierre du dimanche matin :	1 € par mois, 12 € par an
Emplacement de taxi :	30 € par an
Commerce ambulant (camion-magasin) non alimentaire :	1,70 € le mètre linéaire par jour
Commerce ambulant alimentaire :	1,70 € le mètre linéaire par mois
Terrasse :	2,30 € le m ² par an

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte ces décisions à l'unanimité.

LOYERS DES LOGEMENTS DES 25 ET 25 BIS RUE DE GUIGNÉ

Mme le Maire explique au Conseil municipal que les loyers des 25 et 25 bis rue de Guigné s'élèvent actuellement et respectivement à 698,77 € et 654,83 €.

Les locataires quittant ces logements, plusieurs agences immobilières ont été mandatées pour trouver de nouveaux locataires avec des prix de loyers de 690 et 655 €.

Or, les agences ne réussissent pas à trouver des locataires et nous ont conseillé de baisser les loyers.

Mme le Maire demande la possibilité de pouvoir négocier les loyers dans une fourchette de 620 à 690 € pour le n° 25 et de 600 à 655 € pour le n° 25 bis.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal autorise Mme le Maire à entreprendre les négociations dans une fourchette de 620 à 690 € pour le numéro 25 et de 600 à 655 € pour le numéro 25 bis, et à signer tout document à cet effet.

REMBOURSEMENT DE FRAIS AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu les articles L 2123-18 et L 2123-18-1 du Code général des Collectivités Territoriales, (les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune à des qualités, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci).

Mme le Maire propose que les frais engagés par les membres du Conseil municipal pour leurs fonctions électives et leur besoin de formation soient remboursés sur présentation d'un état et de justificatifs dans les conditions suivantes :

Pour le Maire et les Adjoints : remboursement au barème en vigueur de frais kilométriques et d'hébergement pour les déplacements en dehors du département d'Indre-et-Loire.

Pour les Conseillers : remboursement au barème en vigueur de frais kilométriques et d'hébergement pour les déplacements hors commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal dit que les frais engagés par les membres du Conseil municipal pour leurs fonctions électives et leur besoin de formation soient remboursés sur présentation d'un état et de justificatifs dans les conditions suivantes : pour le Maire et les Adjoints : remboursement au barème en vigueur de frais kilométriques et d'hébergement pour les déplacements en dehors du département d'Indre-et-Loire.

Pour les Conseillers : remboursement au barème en vigueur de frais kilométriques et d'hébergement pour les déplacements hors commune.

"ETUDE D'AMENAGEMENT DES SECTEURS 1NA DU POS A LA RAUDERIE"

Mme le Maire rappelle que la commune de Beaulieu les Loches possède un patrimoine important et des caractéristiques paysagères et urbaines qui méritent protection. Le Conseil Municipal a donc décidé le lancement d'une étude Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

Parallèlement, la pression foncière sur l'agglomération lochoise pousse les lotisseurs à s'intéresser à notre territoire. Une étude de lotissement est en cours sur des terrains jouxtant le rond-point de Montrésor, sur une petite partie du secteur 1NAh de la Rauderie. Ce secteur, dont la moitié environ est située dans une zone de protection Monuments Historiques, domine la vallée de l'Indre et offre des vues notables sur Beaulieu, mais aussi sur la citadelle de Loches.

Aussi, Mme le Maire propose, comme cela a été discuté lors de la commission d'urbanisme du 13 août et en accord avec Mme Madelain-Beau, architecte des Bâtiments de France, la conduite d'une étude spécifique sur l'urbanisation des secteurs à urbaniser 1NA du POS à la Rauderie, afin de garantir un projet de qualité, se référant en particulier à l'Approche Environnementale de l'Urbanisme. Cette démarche, globale et transversale, permet :

- d'identifier les principaux enjeux environnementaux
- de définir et de préciser les axes d'intervention, les orientations et les mesures à mettre en œuvre
- de préparer une éventuelle traduction dans le POS des orientations définies.

Cette étude plus opérationnelle et plus technique qu'une étude ZPPAUP, pourrait être menée début 2009. Comportant un volet logement, elle nécessite une bonne concertation avec les services de l'État et les concessionnaires de réseaux. Elle pourra être confiée à un architecte, un urbaniste ou un architecte-paysagiste.

Dans le cadre de sa politique "Cœur de Village", la Région a toujours privilégié la réalisation d'études préalables d'aménagement ou d'audits initiés par les collectivités locales pour leur permettre d'avoir une vision globale d'aménagement et éviter l'incohérence des opérations présentées au coup par coup. Ces études sont l'occasion de faire un choix d'opportunité parmi les opérations susceptibles d'être réalisées, d'avoir une vision globale d'aménagement et de prévenir les risques d'incohérence liés aux opérations présentées au coup par coup ; enfin, de faire des choix d'opportunité parmi les opérations susceptibles d'être réalisées et d'en éclaircir le contenu et leurs implications.

Il semble donc que l'étude prévue rentre dans ces objectifs, ce qui permet à la commune de candidater à l'appel à projet 2009 "Cœur de Village" de la Région Centre.

Le règlement d'application de la politique "Cœur de Village" fixe pour les audits d'aménagement d'une zone NA d'une commune inférieure ou égale à 2 000 habitants, un taux de subvention de 90 % avec un coût subventionnable plafonné à 8 000 € H.T.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Coût estimatif de l'étude :	10 016,50 p	
Subvention de la Région Centre (Cò ur de Village)	7 200,00 p	72 %
Subvention de la DRAC	800,00 p	8 %
Commune	2 016,50 p	20 %

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal

- décide de la réalisation de cette étude selon le plan de financement ci-dessus
- charge Mme le Maire de répondre à l'appel à projet "Cò ur de Village" de la Région Centre pour cette étude
- autorise Mme le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la Région Centre dans le cadre de l'opération Cò ur de Village
- autorise Mme le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
- autorise Mme le Maire à consulter plusieurs bureaux d'études pour la réalisation de l'étude, à signer la convention d'étude avec le bureau d'études désigné par la commission urbanisme et à signer tous les documents relatifs à cette opération
- inscrit les dépenses correspondantes au budget communal

RÉACTUALISATION DU PLAN DE REFERENCE (étude 1996)

Mme le Maire rappelle que la commune de Beaulieu les Loches possède un patrimoine important et des caractéristiques paysagères et urbaines qui méritent protection. Le Conseil Municipal a donc décidé le lancement d'une étude Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP).

Mme le Maire propose également de lancer une étude de réactualisation du plan de référence réalisé en 1996.

Cet excellent document nécessite d'être mis à jour :

- notamment suite au départ de l'usine AERAZUR de l'hyper centre, et à la réalisation sur cette friche industrielle des "Jardins de l'Abbaye" par la communauté de communes : Maison de l'Emploi et des Entreprises de la Touraine du Sud (MEETS) ouverte en juin dernier, les bureaux du Territoire de Vie Sociale du CG, une salle de sports, des tennis, un regroupement de commerces bellilociens (échéance 2010 sans doute).
- au départ de l'usine "le Champion" sur le site des Viantaises,
- à la prise en compte du devenir du presbytère, des bâtiments conventuels, des anciens abattoirs, de la "grange Pinard" appartenant à la commune.
- à la volonté du Conseil Municipal de donner une orientation touristique et culturelle à Beaulieu, en concertation avec Loches, qui vient de lancer la réactualisation de son projet urbain ,
- à la mise en place du plan de gestion des Espaces Naturels Sensibles de la vallée de l'Indre et certainement d'autres éléments qui apparaîtront lors de l'étude.

Aussi, Mme le Maire propose, comme cela a été discuté lors de la commission d'urbanisme du 13 août, et en accord avec Mme Madelain-Beau, architecte des Bâtiments de France, la conduite d'une étude de réactualisation du plan de référence de 1996

Cette étude plus opérationnelle et plus technique qu'une étude ZPPAUP, pourrait être menée début 2009. Elle pourra être confiée à un architecte, un urbaniste ou un architecte-paysagiste.

Dans le cadre de sa politique "Cò ur de Village", la Région a toujours privilégié la réalisation d'études préalables d'aménagement ou d'audits initiés par les collectivités locales pour leur permettre d'avoir une vision globale d'aménagement et éviter l'incohérence des opérations présentées au coup par coup. Ces études sont l'occasion de faire un choix d'opportunité parmi les opérations susceptibles d'être réalisées, d'avoir une vision globale d'aménagement et de prévenir les risques d'incohérence liés aux opérations présentées au coup par coup, enfin, de faire des choix d'opportunité parmi les opérations susceptibles d'être réalisées et d'en éclaircir le contenu et leurs implications.

Il semble donc que l'étude prévue rentre dans ces objectifs, ce qui permet à la commune de candidater à l'appel à projet 2009 "Cò ur de Village" de la Région Centre.

Le règlement d'application de la politique "Cò ur de Village" fixe pour les audits d'aménagement du centre ville d'une commune inférieure ou égale à 2 000 habitants, un taux de subvention de 90 % avec un coût subventionnable plafonné à 8 000 p H.T.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Coût estimatif de l'étude :	22 126,00 p	
Subvention de la Région Centre (Cò ur de Village)	7 200,00 p	32,5 %
Subvention de la DRAC	7 200,00 p	32,5 %
Commune	7 726,00 p	35,0 %

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal,

- décide de la réalisation de cette étude selon le plan de financement ci-dessus
- charge Mme le Maire de répondre à l'appel à projet "Cò ur de Village" de la Région Centre pour cette étude
- autorise Mme le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la Région Centre dans le cadre de l'opération Cò ur de Village
- autorise Mme le Maire à déposer une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
- autorise Mme le Maire à consulter plusieurs bureaux d'études pour la réalisation de l'étude, à signer la convention d'étude avec le bureau d'études désigné par la commission urbanisme et à signer tous les documents relatifs à cette opération
- inscrit les dépenses correspondantes au budget communal

CREATION DU CHEMIN PIETONNIER DES ECOLIERS

Mme le Maire informe le Conseil municipal que la Commune pourrait acquérir une partie de la parcelle AD 309, appartenant à Mme Colin, située entre le parking des Écoles et la rue Bazile afin de réaliser un chemin piétonnier et cycliste qui permettrait aux enfants des quartiers de la Charbonnerie, de la rue Georges Patry, mais aussi à ceux de La Varenne et du 8 mai de se rendre à l'école à l'abri de la circulation automobile.

Ce "chemin des Écoliers" améliore ainsi la sécurité aux abords des écoles et la sécurité routière, tout en permettant d'envisager un moindre recours à la voiture pour les trajets domicile-école, ce qui présente un intérêt notable en termes de développement durable et de santé des enfants.

Dans le cadre de sa politique "Cò ur de Village", la Région finance les aménagements d'espaces publics (y compris acquisitions préalables) contribuant à donner une image attrayante et un usage fonctionnel aux espaces du centre-bourg et notamment les voies piétonnes et semi-piétonnes. Il semble donc que le projet rentre dans ces objectifs, ce qui permet à la commune de candidater à l'appel à projet "Cò ur de Village" de la Région Centre. Le règlement d'application de la politique "Cò ur de Village" fixe pour ce type de travaux un taux de subvention de 40 %.

D'autre part, au titre de la répartition des amendes de police (dotation prélevée sur les recettes de l'État en vue de financer des opérations destinées à améliorer les transports en commun et la circulation.) le Conseil Général subventionne les opérations qui améliorent la sécurité des deux roues, des piétons, des élèves et la sécurité routière en général. Il semble donc que le projet rentre dans ces objectifs, ce qui permet à la commune de demander une participation financière au Conseil Général pour sa réalisation.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Acquisition foncière, travaux :	58 809,64 p	
Subvention de la Région Centre (Cò ur de Village)	20 550,22 p	35 %
Conseil Général 37 Répartition des Amendes de Police	16 440,18 p	28 %
Commune	21 819,25 p	37 %

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal,

- autorise Mme le Maire, ou M. Méreau, adjoint délégué, à négocier avec Mme Collin l'acquisition des parcelles permettant la création d'un chemin piétonnier entre la Place des Écoles et la rue Bazile,
- charge Mme le Maire, ou M. Méreau, adjoint délégué, de répondre à l'appel à projet "Cò ur de Village" de la Région Centre pour cette étude
- autorise Mme le Maire, ou M. Méreau, adjoint délégué, à déposer une demande de subvention auprès de la Région Centre dans le cadre de l'opération Cò ur de Village
- autorise Mme le Maire, ou M. Méreau, adjoint délégué, à déposer une demande de subvention auprès du Conseil Général au titre de la répartition des amendes de police
- autorise Mme le Maire, ou M. Méreau, adjoint délégué, à signer l'acte à intervenir, les marchés d'entreprise et toute pièce nécessaire à la poursuite de cette affaire.

CONTRAT ENFANCE JEUNESSE

Mme Cournarie, première adjointe, rappelle la signature du contrat temps libre pour une durée de 3 ans (2005-2007) entre la communauté de communes Loches Développement et la Caisse d'Allocations Familiales Touraine.

Ce contrat permettait un soutien financier auprès de la Commune pour les actions engagées par Familles Rurales, la Cyber cafétéria et les Amis de Saint-Laurent (pour le festival jeune public).

Ce contrat est échu et doit être renouvelé en contrat « Enfance Jeunesse » à partir du 1er janvier 2008, pour 4 ans, entre la Commune et la Caisse d'Allocations Familiales Touraine.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

- décide de renouveler, pour 4 ans, le contrat « Enfance Jeunesse » pour les actions contenues dans le contrat « Temps libre »,
- autorise Mme Le Maire ou Mme Cournarie, première adjointe, à signer le contrat et tous les documents afférant à ce dossier
- autorise Mme Le Maire ou Mme Cournarie, première adjointe, à solliciter le soutien financier des actions contenues dans le « contrat temps libre » auprès de la Caisse d'Allocations Familiales Touraine
- autorise Mme le Maire à mettre en place un comité de pilotage visant à faire le bilan des actions des années précédentes et à définir les projets

CRÉATION D'UNE COMMISSION MUNICIPALE "CULTURE"

Mme Cournarie, première adjointe, explique qu'elle souhaite engager une politique de développement des activités culturelles (peinture, théâtre, littérature, musique, ...) pour faire connaître et partager l'art sous toute ses formes. Pour cela, il va falloir préparer un plan d'actions et donc prévoir un budget pour 2009. Mme Cournarie explique qu'elle souhaite associer les Bellilociens, de fait ou de droit, à la démarche.

Vu l'article L 2121-22, alinéa 1 du Code des Collectivités Territoriales, Mme le Maire propose la création d'une commission municipale Culture qui sera composée des membres suivants :

- Présidente : Sophie MÉTADIER
- Vice-Présidente : Michelle Cournarie
- Joël ANTIER
- Pascal BEAUSSIER
- Marie-Claire BOUIN
- Frédéric DUPUIS
- Michèle GRATADE
- Monique GUÉRY
- Dominique MACÉ
- Michèle VILLATTE
- Toute personne qualifiée extérieure au Conseil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte la création d'une commission municipale Culture qui sera composée de :

- Présidente : Sophie MÉTADIER
- Vice-Présidente : Michelle Cournarie
- Joël ANTIER
- Pascal BEAUSSIER
- Marie-Claire BOUIN
- Frédéric DUPUIS
- Michèle GRATADE
- Monique GUÉRY
- Dominique MACÉ
- Michèle VILLATTE
- Toute personne qualifiée extérieure au Conseil.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Mme le Maire expose que les articles L 210-1 et suivants et R 211-1 et suivants du code de l'urbanisme offrent la possibilité aux communes dotées d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) de créer un ou plusieurs périmètres de Droit de Préemption Urbain (DPU) sur toute ou partie des zones urbaines (zones U) ou des zones d'urbanisation future (Zones NA) du POS.

Mme le Maire rappelle que le DPU institué par la délibération du 10 décembre 2007 n'a pas fait l'objet des diffusions et publicités obligatoires. Il convient donc de reprendre une délibération sur ce sujet.

Le DPU consiste dans la possibilité pour la commune de mettre en place une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement, par l'acquisition prioritaire et progressive de biens à l'intérieur de périmètres déterminés par le POS.

Le DPU est nécessaire dans les zones énoncées ci-dessus, afin de profiter des opportunités foncières qui pourraient exister pour les raisons suivantes :

- continuer la mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat,
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- réaliser des équipements collectifs,
- lutter contre l'insalubrité,
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti ainsi que les espaces naturels,
- constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation d'opérations répondant à ces objectifs.

Les acquisitions se feront, soit au prix proposé par le vendeur, soit au prix proposé par la commune en fonction de l'estimation réalisée par le service des domaines qu'elle aura missionné à cet effet, ou au prix fixé par le juge d'expropriation.

Tout vendeur a obligation de déposer en mairie une déclaration d'intention d'aliéner pour chaque vente effectuée en périmètre de DPU, à laquelle la commune est libre de donner suite ou non dans un délai de deux mois.

Un registre dans lequel sont consignées toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, doit être ouvert en mairie et mis à la disposition du public, conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme

Par ailleurs, Mme le Maire propose de déléguer l'exercice du Droit de Préemption Urbain de façon permanente à Loches Développement sur l'ensemble des zones urbaines à caractère économique (UC ou zone d'activités de Linière - ou UCi ou Jardins de l'Abbaye) au titre de sa compétence économique.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Mme le maire et en avoir délibéré,

Vu le code de l'urbanisme, et plus particulièrement les articles L 210-1 et suivants, et R 211-1 et suivants,

Vu les délibérations approuvant les révisions simplifiées et la modification du POS en date du 5 juillet 2007,

Vu le périmètre d'application du DPU et les raisons d'instituer ce droit pour la commune,

- Décide d'annuler la délibération du 10 décembre 2007 instituant le Droit de Préemption Urbain sur le POS approuvé par délibération du 5 juillet 2007
- Décide d'instituer le DPU sur les secteurs des zones urbaines U indicé (UA, UAi, UB, UBa, UBai, UBb, UBs, UC, UCi) et à urbaniser NA indicé (1NAh, 1NAc, 2NA,) telles qu'elles sont définies dans le POS
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage d'un mois en mairie et que mention de cette création sera insérée dans deux journaux diffusés dans le département,
- Délègue à Mme le maire le pouvoir de donner suite aux déclarations d'intention d'aliéner qui seront déposées dans le cadre du DPU
- Copie de la présente délibération, accompagnée d'un plan de délimitation du DPU sera par ailleurs adressée :
 - au Directeur départemental des services fiscaux,
 - au Conseil supérieur du notariat,
 - à la Chambre départementale des notaires,
 - au Barreau constitué près le tribunal de Grande Instance de Tours,
 - au Greffe de ce tribunal.
- Copie de ces documents sera également adressée :
 - à la Sous-Préfecture au titre du contrôle de légalité,
 - au service instructeur des autorisations liées au droit des sols,
 - au Service de l'urbanisme de la D. D. E. d'Indre et Loire.
- Décide qu'un registre dans lequel seront consignées toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public

- Décide de déléguer l'exercice de ce Droit de Préemption Urbain de façon permanente à la Communauté de Commune Loches Développement sur l'ensemble des zones urbaines à caractère économique (UC ó zone d'activités de Linière - ou UCI ó Jardins de l'Abbaye) au titre de sa compétence économique.

MEMBRES DE LA COMMISSION SPORT ET ASSOCIATIONS

Mme le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le conseil municipal, accepte à l'unanimité.

Mme Cournarie, première adjointe, explique que Michèle Gratade souhaite faire partie de la commission Sports et Associations.

Mme le Maire rappelle au Conseil municipal les articles L 2121-21-2° et L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la composition des commissions municipales.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Accepte à l'unanimité, la désignation de Michèle Gratade à la commission sports et associations

La commission sera donc composée de

- Présidente : Sophie MÉTADIER
- Vice Présidente : Michelle COURNARIE
- Joël ANTIER, Michèle GRATADE, Monique GUÉRY, Philippe MÉREAU et Estelle PATOZ.

CREATION D'UN POSTE D'ACCUEIL ET SECRETARIAT A COMPTER DU 1ER.11.2008

Mme le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le conseil municipal, accepte à l'unanimité.

Mme le Maire indique qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe de l'accueil téléphonique et physique et le secrétariat de la mairie de Beaulieu-lès-Loches.

En effet, l'envergure des horaires d'ouverture au public de la mairie nécessite un renfort de personnel pour l'accueil.

Mme le Maire propose de créer :

à compter du 1^{er} novembre 2008, un poste sous forme de contrat accompagnement vers l'emploi (CAE) ou Contrat d'avenir (CAv) pour une durée hebdomadaire de 26 heures au taux horaire égal au SMIC, dont les missions seront :

- Accueil et orientation du public
- Accueil téléphonique
- Secrétariat
- Diverses tâches administratives

Après avoir entendu l'exposé de Mme le Maire, le Conseil municipal, par délibération prise à l'unanimité :

- **DÉCIDE** la création, à compter du 1^{er} novembre 2008, d'un poste d'accueil et de secrétariat sous forme de contrat accompagnement vers l'emploi (CAE) ou Contrat d'avenir (CAv) pour une durée hebdomadaire de 26 heures au taux horaire égal au SMIC.
- **CHARGE** le Maire ou Yves BANDEVILLE, Adjoint chargé du personnel de réaliser le recrutement dans les meilleurs délais et les **AUTORISE** à signer tous documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.
- **DIT** que les crédits sont inscrits au budget de la collectivité.
- **DIT** que le tableau des effectifs de la collectivité sera réajusté en fonction.

PAIEMENT DE LA CANTINE

Mme le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le conseil municipal, accepte à l'unanimité.

Mme le Maire fait part au Conseil municipal des remarques émises par des parents lors des réunions organisées par les écoles les 11 et 12 septembre concernant le paiement de la cantine.

Une pétition reçue en mairie le 23 septembre confirme qu'une trentaine de parents trouve trop lourd financièrement de payer la cantine trimestriellement. Ils émettent le souhait de revenir à un paiement mensuel comme les années précédentes.

Mme la Maire propose de donner le choix aux parents de régler la cantine, soit au trimestre :

- 1^{er} paiement : 165 € le 10 décembre
- 2^e paiement : 126 € le 10 mars

- 3^e paiement : 126 p le 10 juin

soit au mois : 41,30 p payable avant le 10 du mois (sur 10 mois).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte de donner le choix aux parents de régler la cantine, soit au trimestre :

- 1^{er} paiement : 165 p le 10 décembre
- 2^e paiement : 126 p le 10 mars
- 3^e paiement : 126 p le 10 juin

soit au mois : 41,30 p payable avant le 10 du mois (sur 10 mois).

La séance s'est terminée à 22h10.